

L'espoir du «non» pour une Europe de progrès social

Avec le référendum, nous sommes face à un choix de société. Voulons-nous consacrer le règne de «la concurrence libre et non-faussée»? Ou bien voulons-nous dire stop à l'Europe libérale pour faire prévaloir la solidarité, la coopération, le progrès social? En un mot : acceptons-nous ou refusons-nous le libéralisme? Il est vrai que la pédagogie du renoncement martelée sur tous les tons depuis des décennies plaide pour se conformer à l'état de choses actuel. N'est-il pas temps d'en finir avec ces chaînes de l'impossible, avec ces régressions sociales répétées et ajoutées, avec cette emprise de plus en plus forte de la rentabilité financière et des logiques capitalistes sur la marche de nos sociétés? La situation que connaissent aujourd'hui les salariés dans leur ensemble, les chômeurs, les retraités, mais aussi les jeunes, et les femmes de façon plus particulière, n'est pas acceptable. Il y en a assez. D'autres politiques sont possibles, à condition de les vouloir.

Le «non» rassemble largement à gauche. Il rassemble largement parce qu'il porte cette exigence antilibérale dont la gauche a besoin. Il rassemble parce qu'il ouvre la perspective de changer vraiment la vie. Il rassemble parce qu'il est seul à même de relever correctement les défis de notre temps. On nous parle souvent des conséquences du «non» et des incertitudes qu'il soulève. Le «non» ne règle pas tout, loin de là, mais il ouvre la porte d'un autre avenir. Le «oui», lui est bardé de certitudes, et ses conséquences seront dramatiques pour nos vies quotidiennes. L'Europe, quelle belle idée! Quelle belle idée si elle était au service des peuples et des hommes et des femmes. Mais ce n'est pas le cas. N'en déplaise au Président de la République, c'est parce que nous sommes européens que nous allons voter «non».

Partout sur le continent, le monde du travail et de la création subit le désastreux échec des politiques de baisse du coût du travail, de soutien à la rentabilité des capitaux qui sont menées depuis bientôt quinze ans. Elles ont encouragé l'irresponsabilité sociale et

environnementale des grands groupes. Cela conduit à la catastrophe : chômage de masse, précarité, pauvreté galopante. La croissance de l'Union européenne décroche de celle du reste du monde. La recherche et l'enseignement supérieur sont dramatiquement affaiblis mettant en péril notre capacité à maîtriser les nouvelles technologies dans plusieurs secteurs importants comme les biotechnologies.

Ce piteux bilan est reconnu par tous, y compris par la Commission européenne. A tel point que les partisans du «oui» prétendent répondre aux insuffisances sociales criantes de la construction européenne alors que, tout au contraire, le projet de Constitution a été rédigé pour cadenciser cette orientation néolibérale contre le progrès social. C'est d'ailleurs l'objet de tous les articles instituant la concurrence non corrigée et non maîtrisée donc coupe-gorge comme horizon indépassable contre toute forme de coopérations, de toute la partie III du texte (trois-quarts des articles), de presque toutes les annexes. En fait, c'est la promotion systématique des prélèvements financiers sur les richesses contre les dépenses publiques, sociales, salariales, de la guerre économique contre le partage et le co-développement. Giscard et ses pairs, confits dans leur dogmatisme, souhaitent nous enfermer pour «50 ans» dans une véritable prison de mise en concurrence des peuples et des travailleurs. Que l'on vienne m'expliquer ce que sera l'Europe sociale quand on affirme de la sorte le règne du marché partout et qu'on organise le dumping social à l'intérieur de l'Union et avec le reste du monde.

C'est pourquoi la possible victoire du «non» fait se lever un formidable espoir en France et en Europe. Si le «non» rassemble les salariés dans leur diversité c'est qu'il est fondé sur la perspective d'avancées pour une autre Europe et le désir d'un apport créateur de la France à sa construction démocratique. C'est la base de son caractère majoritaire chez les électeurs et électrices de gauche, socialistes, communistes, écologistes, radicaux, d'extrême-gauche et alter mondialistes, chez les ouvriers, les employés, beaucoup de salariés.

La crainte du «non» conduit de nombreux partisans du «oui» à tricher avec la vérité du texte. Rappelons-leur : la Charte des droits fondamentaux, pourtant si faible, n'a aucune force contraignante (art. II-111-2 et déclaration 12 annexée) ; l'harmonisation sociale est laissée aux forces du marché (art. III-209) ce qui signifie la mise en concurrence pour baisser les coûts salariaux ; les services publics ne sont pas protégés, au contraire la notion de services d'intérêt économique général a été créée pour les mettre en cause, leur privatisation est même encouragée (art. III-144 et 148). Ils oublient de parler de la Banque Centrale Européenne (BCE) instituée, avec la Commission européenne, comme pouvoir fondamental dans ce projet de Constitution, sans aucun contrôle des citoyens, avec pour seul objectif le soutien des marchés financiers. Ils taisent que le Pacte de stabilité institue constitutionnellement le rationnement permanent des dépenses publiques sociales. Enfin, ils omettent même pour certains de prendre en compte la partie III, de loin la plus consistante.

«C'est un compromis», nous dit-on. Mais un compromis passé entre qui et qui? Qui a élaboré ce texte, à partir de quelles aspirations populaires? Il n'y a pas de compromis possible entre la gauche et le libéralisme, entre les aspirations sociales et les logiques libérales. C'est toujours le deuxième terme qui l'emporte. Et en l'occurrence, dans le texte, c'est lui qui domine, et de loin, puisque les ambitions sociales sont des intentions, pas toujours très audacieuses, appelées à rester lettres mortes. Nous pensons qu'une renégociation est d'autant plus possible que de très nombreux partenaires politiques, syndicalistes, associatifs sont disponibles pour débattre et définir de propositions pour un progrès social hardi en France et en Europe. Et nous pouvons proposer des axes fondamentaux d'une telle renégociation : développement des services publics et des coopérations; déploiement d'une politique industrielle plutôt que de la concurrence mortifère; engagement de l'Europe pour l'élévation globale du niveau des droits; réforme des institutions européennes pour une véritable démocratie; mesures

de sécurisation de l'emploi et de la formation avançant vers la perspective d'un système de sécurité d'emploi ou de formation afin d'éradiquer le chômage; BCE sous contrôle des citoyens, agissant pour l'emploi, la croissance au lieu de la domination des marchés financiers; démocratie participative et d'intervention du niveau local jusqu'aux niveaux nationaux et européen; action pour la paix, le partage et le co-développement au lieu de la tutelle de l'OTAN et de l'OMC. Face aux mesures de régression impensables contenues dans l'agenda 2005-2010, il y a d'ores et déjà de nombreuses propositions à faire valoir immédiatement.

Je veux saluer ici le travail d'élaboration d'*Economie et Politique*, qui joue un rôle de force de proposition extrêmement pertinent. D'autres propositions pour une autre Europe, souvent convergentes, ont émané de différentes sensibilités de gauche. De cette richesse, il faut se saisir pour faire naître d'un débat citoyen, des revendications populaires capables de mettre en œuvre d'autres logiques et d'autres choix de société.

Demain, si le «non» l'emporte, des portes seront ouvertes pour faire prévaloir d'autres options. La position de la France devra se construire de façon démocratique; il faudra une grande consultation nationale : «quelle Europe voulons-nous?»



Marie-George
BUFFET